



Le Magasin Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°650 du Mercredi 29 juin 2022 - 16^{ème} année - Prix: 250 FCFA



COMBATTRE L'INSÉCURITÉ DANS LE NORD DU PAYS

#3 Contrôle plus serré entre le Togo et le Burkina



Trafiquants et terroristes désormais traqués

DIPLOMATIE

LE TOGO AU COMMONWEALTH

Les raisons et ce que les togolais attendent de cette adhésion

#6



Le Gabon et le Togo ont rejoint samedi le Commonwealth, devenant ainsi les dernières nations sans liens historiques avec le Royaume-Uni à entrer dans le club anglophone dirigé par la reine Elizabeth II.

SOCIÉTÉ

Grave accident de circulation à Wahala

#6

Les routes ont encore fait des victimes. Du sang a encore coulé sur nos routes togolaises le dimanche dernier autour de 14heures. Il s'agit de deux individus dont l'identité n'est pas dévoilée qui sont écrasés par une voiture. Cette fois ci, c'est Wahala, dans la préfecture de Haho, qui devra porter le deuil pour plusieurs jours.

Tous mes services au bout du doigt ?
Clic, Appli TMoney !

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money
Avancer. Pour vous. Pour tous.



TMoney



Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.



LE CARNET

JPO DE LA BANQUE MONDIALE AU TOGO Les rideaux sont tombés

Les différentes réalisations de la Banque mondiale (BM) au Togo, son histoire, ses engagements avec le pays, entre autres, sont la substance des Journées portes ouvertes (JPO) de la représentation de cette institution en terre togolaise. Pendant deux jours, du jeudi 23 au vendredi 24 juin 2022, le grand public a pu faire le déplacement du siège de l'institution à Lomé.

L'événement, officiellement lancé par la ministre secrétaire générale de la présidence et gouverneure de ladite banque pour le Togo, Mme Sandra Ablamba Johnson, a connu la présence du Premier ministre, Mme Victoire Tomégah-Dogbé et plein d'autres personnalités de marque dont la représentante résidente de la Banque mondiale au Togo Mme Hawa Cissé Wagué, le représentant de la Société financière internationale (SFI), des membres du gouvernement, des bailleurs de fonds. « Les résultats d'études analytiques réalisées par la Banque mondiale, serviront à élaborer le prochain cadre de partenariat pays post 2022 car l'actuel cadre est arrivé à terme. Il sera également fait un aperçu sur les différents produits de la Société financière internationale, destinés aux acteurs du secteur privé », a souligné Sandra Johnson qui a précisé aussi que les résultats encourageants obtenus sur l'évaluation des politiques et des institutions en Afrique ont permis une augmentation substantielle du portefeuille de la Banque mondiale, passant de 184,8 millions de dollars en 2017, à 917,5 millions de dollars (presque 1 milliard de dollars) en 2022.

Elle a aussi invité les différents acteurs à « contribuer à l'enrichissement desdits résultats, afin de permettre un alignement du cadre de partenariat à venir, avec la priorité de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 », et à « redoubler d'effort pour améliorer significativement la performance du Togo sur le portefeuille des projets ».

Pour Mme Hawa Cissé Wagué, qui est en fin de mission au Togo, « déjà l'engagement de la Banque mondiale au Togo a été multiplié par 4. A moins de 200 millions de dollars en 2018, nous sommes aujourd'hui à plus de 900 millions de dollars en termes d'engagements. Le secteur dans lequel nous sommes beaucoup intervenus est celui du développement du capital humain : la santé, l'éducation, la protection sociale... où il y a eu d'importants résultats. Et la crise de la Covid-19 nous a montré combien il est important d'avoir des mécanismes de protection sociale ».

Selon les informations sur place, le Groupe de la Banque mondiale soutient le secteur privé togolais, à travers la Société Financière Internationale (SFI), dédiée au secteur privé) avec un portefeuille estimé à 330 millions de dollars dont 80%

SECTEUR DE L'ARTISANAT Avec Miato, la valorisation des produits artisanaux togolais est garantie

Au Togo, le secteur de l'artisanat renferme beaucoup d'opportunités. Il participe à plus de 18% au PIB et constitue le deuxième pourvoyeur d'emplois après l'agriculture. L'importance que revêt le secteur a motivé le gouvernement à multiplier les actions en vue de sa promotion. L'une d'entre elles est le Marché international de l'artisanat du Togo (Miato).

Le nombre de professionnels évoluant dans le secteur de l'artisanat est estimé à plus d'un million. Miato est une vitrine à travers laquelle les artisans exposent leurs produits et présentent des services. C'est aussi une plateforme destinée aux partage de savoir-faire.

Un coup d'essai devenu un coup de maître

La première édition a eu lieu en 2019. Elle a connu la participation de 16 corps de métiers et 150 000 visiteurs. Près de 200 stands au total étaient aménagés. Les organisateurs ont enregistré la participation de 530 exposants composés des artisans, des vendeurs de produits, des représentants des organisations de promotion de l'artisanat, des sponsors et des structures.

L'édition 2022 elle, a vu la participation de plus de 120 000 visiteurs et 330 exposants venus de plus d'une vingtaine de pays. 316 stands installés ont été ouverts aux acteurs du textile, cuire, vannerie sculpture, maroquinerie,

bijouterie, transformation agroalimentaire, menuiserie, services...

Miato apporte beaucoup aux artisans

Le Marché participe à la promotion de l'artisanat togolais et du génie créateur des producteurs. Au cours de l'événement, les travailleurs arrivent à écouler leurs produits et à faire des chiffres d'affaires conséquents, ce qui contribue à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Il leur sert également de cadre d'échanges. En effet, ce marché artisanal est une opportunité pour les artisans d'échanger avec leurs collègues d'autres pays. Ils arrivent à signer des partenariats et à faire de l'artisanat togolais un produit capable de s'exporter. Les moyens mobilisés ces dernières années au profit du secteur ont permis son émergence, avec à la clé une participation de plus en plus grandissante au processus de développement social, économique et culturel.



investis dans le secteur des infrastructures. Ces deux jours de JPO ont été satisfaisants, selon nombre

de visiteurs croisés sur le site cet après-midi aux dernière heures avant clôture.

AGRICULTURE La saison agricole démarre avec calcul et prudence, à cause des pluies

La campagne agricole 2022-2023 bat déjà son plein sur toute l'étendue du territoire togolais. Toutes les régions ont été traversées par les premières pluies de la saison, et les paysans pour la plupart ont débuté leurs semis sur leurs parcelles. La saison a réellement commencé, mais avec des agriculteurs préoccupés par une éventuelle inconstance des pluies.



Dans la région septentrionale, et une partie de la région des Plateaux, les agriculteurs attendent les pluies qui « rassurent », c'est-à-dire celles qui sont régulières et qui permettent « l'espoir ». « Toutes les cultures risquent de ne pas marcher après les semis d'il y a quelques jours ; il n'y a pas de pluie, nos maïs n'ont pas germé, du côté du coton aussi ; nous continuons ainsi en attendant la germination des semis ; c'est la même chose pour le soja aussi, mais nous espérons toujours ». Ce sont là les divers avis des agriculteurs contactés dans plusieurs régions. Ils prédisent cependant beaucoup de pluies en ce mois de juillet. Et, disent-ils, « ceux qui n'ont pas semé jusqu'ici pourraient le regretter après ; car il faut prendre des risques pour gagner ».

Dans certaines régions où l'on estime que « la saison des pluies démarre trop lentement », des semis de cultures moins exigeantes sont perceptibles. Ce sont les semis de sorgho et de petit mil qui sont ensemencés dans les villages avoisinant les préfectures de Tône, Tandjoare et dans le nord de la préfecture de l'Oti. Pour ces producteurs agricoles, le choix de ces cultures est lié à la vie chère que traverse le pays. « Cette situation nous perturbe, c'est pourquoi nous avons opté pour ces cultures qui sont moins exigeantes, vite rentables et qui nous dépannent », se justifient-ils.

Des techniciens sur le terrain

Le ministère en charge de l'agriculture, à travers ses structures techniques,

a multiplié des actions de proximité avec les exploitants dans toutes les régions du pays, pour un meilleur encadrement sur le terrain. La mission consiste à faire le suivi des dispositions prises par les producteurs, et à les sensibiliser pour une véritable mise en valeur de leurs surfaces.

D'autres équipes techniques se sont rendues sur les sites des zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP) du Togo pour des conseils. Une ZAAP est une exploitation mutualisée de 100 ha avec un mode d'exploitation agricole moderne qui réunit sur un seul et même site, différents blocs pour la production des cultures vivrières, le maraîchage, la production d'arbres fruitiers, l'élevage et la pisciculture.

Des problèmes d'intrants agricoles?

Les cultures que la plupart des agriculteurs-producteurs souhaitent pour cette saison sont celles qui sont moins exigeantes en fertilisants chimiques, notamment le soja, l'arachide, et le sorgho. « La culture du maïs est rentable, à condition de faire un apport important en engrais chimiques, mais avec la flambée des prix de cette matière et de notre faible pouvoir d'achat, plusieurs d'entre nous sont découragés et se tournent vers les cultures de subsistance ».

L'Agence nationale de sécurité alimentaire (ANSAT), en pleine campagne de subvention apporte son soutien aux producteurs agricoles vulnérables identifiés, en leur octroyant de l'engrais NPK 1515 et l'urée. C'est une sorte d'avance sur commande à l'achat direct des produits agricoles que les concernés rembourseront en nature, après les récoltes.

Le gouvernement a mis en place un total 82 000 tonnes d'engrais dont 43 de NPK et 39 d'urée, et 3 000 tonnes de semences certifiées pour la présente saison agricole.

Nzaranews

COMBATTRE L'INSÉCURITÉ DANS LE NORD DU PAYS

Contrôle plus serré entre le Togo et le Burkina

TRAFIQUANTS ET TERRORISTES DÉSORMAIS TRAQUÉS

Le phénomène de l'insécurité et de l'avancée des Jihadistes combinés avec les trafics de tout genre devient trop préoccupant. Le gouvernement n'entend pas lésiner sur les moyens et a décidé de mener le même combat contre les groupes Djihadistes et les réseaux criminels qui utilisent nos frontières poreuses pour mener des actions ignobles et illicites qui mettent les populations dans un désarroi total.

Désormais, groupes terroristes et réseaux de trafics criminels partagent les mêmes espaces et s'inscrivent dans des logiques de confrontation avec les Etats pour le contrôle de routes, d'axes économiques disséminés dans de très vastes espaces transnationaux.

« Le lien entre le trafic de drogue et d'autres formes de criminalités transnationales organisées, l'extrémisme violent et le terrorisme ne souffre d'aucun doute. Il est présent dans la quasi-totalité des grandes menaces auxquelles nos Etats font face », a déclaré lundi Yark Damehane, le ministre de la Sécurité.

Il a demandé aux responsables du Comité anti-droque, à la douane, à la police et à la gendarmerie de doubler de vigilance. Dans un pays confronté à la menace jihadistes, ces conseils sont les bienvenus.

La faible présence de l'Etat et l'extrême pauvreté sont un terrain fertile pour le développement de la contrebande et des trafics longtemps tolérés ou ignorés par les autorités locales.

Des activités illicites sont menées par les populations des zones frontalières à travers des réseaux communautaires établis de part et d'autre des frontières.

Le basculement géopolitique est engendré par la montée en puissance du terrorisme d'abord au Mali, et ensuite dans plusieurs pays sahéliens comme le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et le Nigéria.

De manière générale, cette région, instable sur le plan sécuritaire, est devenue l'épicentre d'un déploiement d'activités illicites et terroristes à travers des groupes criminels et des rébellions. Il y a une convergence d'intérêts entre crime organisé, rébellions et terrorisme. Ils ont besoin de l'instabilité sur le plan sécuritaire pour évoluer et pour maintenir leur présence dans ces zones.

Désormais, groupes terroristes et réseaux de trafics criminels partagent les mêmes espaces et s'inscrivent dans des logiques de confrontation avec les Etats pour le contrôle de routes, d'axes économiques disséminés dans de très

vastes espaces transnationaux et connectés à la mondialisation du crime organisé ou des trafics.

Il urge donc de prendre des mesures les plus urgentes pour parer à toutes éventualités. Ainsi le gouvernement togolais veut prendre le taureau par les cornes en renforçant le déploiement des mesures sécuritaires. C'est en ce sens que les dispositions sont prises pour un contrôle strict et rigoureux au niveau de la frontière entre le Togo et le Burkina, une zone considérée comme le refuge des terroristes et des trafiquants de tout genre.

Contrôle plus serré entre le Togo et le Burkina

Un nouveau poste-frontière sera opérationnel d'ici 8 mois entre le Togo et le Burkina-Faso. Il sera situé à Pogno (préfecture de Kpendjal-Ouest, région des Savanes.

« Il permettra de renforcer la sécurité aux frontières terrestres de ces deux pays », a déclaré Abibatou Wane, cheffe de mission de l'Organisation internationale pour les migrations (CIM). Le projet est exécuté par l'OIM avec lame soutien financier de l'ONU et des Etats-Unis.



Cette région est particulièrement sensible avec de nombreux groupes jihadistes côté burkinabé. Le Togo en a fait les frais avec trois récentes attaques terroristes. Les extrémistes ne sont pas passés par un poste-frontière pour commettre leurs méfaits. La zone est ultra-poreuse.

Dans le nord du Togo, la pression djihadiste est « très forte »

La pression djihadiste est « très forte » dans l'extrême-nord du Togo, avait affirmé le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, en campagne pour la présidentielle en 2020, qui a rendu visite à ses troupes déployées le long de la frontière avec le Burkina Faso.

« La menace est réelle et la pression est très forte (...). Nous avons connu récemment des combats jusqu'à sept kilomètres de notre frontière », a déclaré le chef de l'Etat dans un entretien à l'AFP, alors qu'il se rendait sur des postes militaires avancés près du Burkina Faso voisin, déchiré par les violences. « Nous notons que les attaques [au Burkina] sont de plus en plus meurtrières. Malheureusement, le Bénin aussi vient de subir un coup, donc cette pression-là nous la ressentons chaque jour un peu plus », a-t-il

ajouté.

Le président dit essayer « de tirer les leçons de ce qui se passe ailleurs. C'est pour cela que j'essaie de dire aux populations, aux leaders religieux, aux chefs traditionnels (...) qu'ils doivent aider les forces de défense et de sécurité ». Forces qui, elles, doivent « éviter les brimades, les petites corruptions qu'on voit parfois sur nos routes ». « Notre principale richesse, c'est la stabilité et la sécurité. Si nous perdons cela, tous nos projets de développement seront compromis et remis en cause », a-t-il également affirmé.

Des frontières très poreuses

Le chef de l'Etat a rappelé que plusieurs arrestations avaient eu lieu ces derniers mois sur le territoire togolais. « Des personnes ont été libérées, d'autres ont été extradées vers le Burkina Faso et le troisième groupe est sous notre main, a-t-il précisé. Les frontières sont tellement poreuses, je ne dirais pas [qu'il y a au Togo] des cellules constituées [de manière permanente], mais des éléments sûrement. Il y a certainement des éléments qui sont en transit ou qui séjournent un temps et qui repartent. » Selon des experts et des sources de sécurité, le nord des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest est devenu vul-

néable face à la stratégie d'expansion et de multiplication des fronts adoptée par les groupes islamistes armés qui prolifèrent au Mali, au Niger et au Burkina Faso voisins.

L'armée togolaise a lancé en septembre 2018 l'opération Koundjoaré dans la région des Savanes (nord) pour faire face à cette menace. Un important dispositif a été déployé tout au long de la frontière avec le Burkina Faso pour empêcher d'éventuelles infiltrations djihadistes. Le nord du Bénin a été frappé par l'enlèvement de deux touristes français dans un parc animalier en mai 2019, ainsi que par l'attaque le 9 février d'un poste de police par des hommes armés.

Aujourd'hui, malgré ce dispositif impressionnant pour dissuader et empêcher l'avancée de ces djihadistes dans le nord du pays, ces hommes sans foi ni loi ont pu faire trois incursions dont une a été fatale dans les rangs des Forces de Défense et de Sécurité togolaise. Il faut donc beaucoup de prudence et de vigilance. Le gouvernement est conscient et le ministre de la sécurité le Général Yark Damhamme est en train de prendre des mesures urgentes.

A.I.

LE PLAN D'URGENCE POUR LA RÉGION DES SAVANES

La solution à une protection sociale infaillible

(IMPARTIAL ACTU)- Afin de garantir une protection sociale infaillible aux populations du nord, le gouvernement y mène une lutte implacable contre la pauvreté. Celle-ci a donné naissance au Programme d'urgence pour la région des savanes.

Il est financé à hauteur de 16 milliards de francs CFA. L'enveloppe servira au financement de plusieurs projets à l'horizon 2025 dans les secteurs de l'eau potable, l'énergie électrique, la santé, les infrastructures, l'éducation et l'agriculture.

Construction des infrastructures d'eau et d'électricité

75 forages sont en cours de construction dans près de 30 localités frontalières. Des adductions d'eau potable vont être

construites dans toutes les bases militaires installées dans la préfecture. En matière d'énergie, il est programmé des travaux d'extension du réseau tendant à l'électrification à court terme de plus d'une dizaine de localités ainsi que l'installation de 280 lampadaires solaires.

La santé et l'éducation

02 Unités de soins périphériques (USP) à Nassiégo et Safobé seront construites et le plateau technique de l'USP de Sam

Naba et Boadé sera renforcé. Une transformation de l'USP de Timbou en Centre médicosocial (CMS) est dans les plans, de même que la construction d'un nouveau CMS entre les localités de Gouloungoussi et Gnoaga. Pour le compte de l'éducation, il est prévu la construction de plus de 30 nouvelles salles de classe équipées en tables-bancs dans 06 localités : Boadé, Gnoaga, Gouloungoussi, Nassiégo, Sam Naba et Cinkassé.

Création des ZaaP et désenclavement des localités

L'implantation de 02 Zones d'aménagement agricoles planifiées (ZaaP) à Timbou et Goun-

lougoussi est en cours. Par ailleurs, des retenues d'eau sont actuellement construites à Sam Naba, Nassiégo, Gouloungoussi, Gnoaga, Boadé, Cinkassé et Safobé.

Pour faciliter les échanges, près de 10 tronçons de plus de 150 km de pistes rurales bénéficient des travaux d'aménagement. Ces infrastructures de connectivité vont relier et désenclaver plusieurs localités. L'objectif du gouvernement à travers ces différentes interventions est d'améliorer drastiquement les conditions de vie des communautés.

Par René DOKOU,
le 27 Juin 2022

CYBERCRIMINALITÉ / L'OTR ALERTE

Des faussaires et faux agents en action

Les usagers de l'Office Togolais des Recettes (OTR) sont des cibles faciles pour les cybercriminels et grands bandits qui escroquent leurs victimes à partir des nouvelles technologies de la communication. Des faux agents sont entrés en action. L'OTR alerte et appelle à la vigilance.

L'Office togolais des recettes (OTR), institution dirigée par Philippe Kokou Tchodié, informe le public, les entreprises et ses différents partenaires surtout les usagers de la direction du cadastre, de la conservation foncière et de l'enregistrement, de certains actes «d'escroquerie» menés par des individus «mal intentionnés».

Dans un communiqué rendu

public, lundi 20 juin 2022, le patron de l'administration fiscale, Philippe Kokou Tchodié informe qu'il est constaté depuis un certain temps, des actes d'escroquerie menés par des individus mal intentionnés, se faisant passer pour des agents de la Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement (DCCFE).

« Le mode opératoire utilisé par ces

gens, consiste à appeler des requérants qui ont introduit des dossiers d'immatriculation avec des différents numéros, leur demandant de payer des frais supplémentaires par transfert T-money et Flooz pour la suite du traitement de leurs dossiers. Le Commissaire Général tient à informer le public que ces individus ne sont pas des agents», précise la note.

Par le même canal, l'OTR décline toute responsabilité quant aux actes posés par ces arnaqueurs.

En outre, il rappelle que les paiements à la Direction du Cadastre, de la Conservation Foncière et de l'Enregistrement se font uni-



quement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques mises à la disposition des usagers à la DC-CFE.

« Par conséquent, le public est invité à plus de vigilance, à s'abstenir

d'envoyer de l'argent par T-money et Flooz et à signaler ces tentatives d'escroquerie en appelant le numéro 8280, ou la Police ou la Gendarmerie afin que ces auteurs soient appréhendés», recommande, Philippe Tchodié.



Encore plus proche de VOUS !!!



UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE NON LOIN DU PÉAGE

pour les dossiers des préfectures de **Zio**, de l'**Avé**, de **Yoto**, de **Vo** et du **Bas-Mono**

ENSEIGNEMENT

La gratuité de l'école secourt des milliers d'élèves au Togo

Pour l'année scolaire 2021-2022, le gouvernement togolais a décidé de rendre gratuits les frais d'inscription et de scolarité pour les élèves des collèges et lycées d'enseignement public. Cette mesure n'est que le prolongement d'une série d'actions sociales destinées à augmenter le taux de scolarisation nationale pour bâtir un pays émergent et inclusif.

En septembre 2021, 03 millions d'élèves ont repris le chemin des classes dans un contexte marqué par le coronavirus. Il a semblé important aux pouvoirs publics de faire appel à leur sens de solidarité. Outre la gratuité de l'école, l'Etat a instauré un système de double flux pour empêcher la covid-19 de se répandre. Des masques réutilisables ont été offerts aux apprenants.

Des examens sans frais d'inscription

La suppression des frais d'inscription à tous les examens nationaux est une promesse faite par le chef de l'Etat en 2020. Après sa réélection, il a joint l'acte à la parole. Durant l'année académique 2020-2021, la mesure d'exemption des frais d'inscription pour les can-

didats des examens scolaires et universitaires a coûté près de 02 milliards de francs CFA à l'Etat. Près de 485 000 candidats inscrits à une dizaine d'évaluations scolaires (CEPD, BEPC, Bac 1, Bac 2) et professionnelles (BTS CFA, BT, CQP, BEP, CAP et DTSA) ont serré cette main tendue par les décideurs politiques. Dans la même année, un montant de 3,5 milliards de francs CFA a été débloqué au titre d'autres mesures d'accompagnement.

Une décennie riche en actions

Un accent a été mis sur la qualité de l'éducation. Cela a entraîné une augmentation du taux de scolarisation. A l'école primaire, il est d'environ 95%. Ces performances reluisantes résultent de la suppression des frais scolaires au

préscolaire et au primaire, la réduction des frais de scolarité pour la jeune collégienne et lycéenne, l'alimentation scolaire, la prise en charge sanitaire...

Ces dernières années, des lycées scientifiques ont été ouverts à Lomé et à Kara ; 05 nouvelles Ecoles nationales d'instituteurs (Eni) ont été créées ; des primes de rentrée, de bibliothèque et d'incitation à la fonction enseignante ont été offertes aux enseignants.

Progressions des taux

Des avancées ont été remarquées dans les niveaux d'enseignement supérieur. Le taux de transition entre les 02 paliers du secondaire est passé de 9,7% en 2015 à 10,2% en 2017. En 2019, en ce qui concerne l'alphabétisation, les résultats des enquêtes effectuées ont indiqué un taux de 70% contre 60% en 2011. La formation professionnelle a elle aussi progressé.

L.R.

ECONOMIE NATIONALE

Le tourisme, moteur d'émergence et créateur d'emplois au Togo

Le tourisme génère de la richesse. Au même titre que les autres secteurs, il a son mot à dire pour la stabilisation de l'économie nationale parce qu'il contribue à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à la protection de l'environnement.



L'éclosion du secteur touristique est une préoccupation constante des autorités. Cela se traduit par des actions entreprises : l'adoption de la politique nationale du tourisme en 2011 ; la mise à niveau des établissements d'hébergement et de tourisme ; l'aménagement du site de la cascade de Womé et du site des hauts fourneaux de Nangbani ; la validation des études de faisabilité du site écotouristique d'Akébou et du site historique de

Kamina...

Créer au moins 10 000 emplois

En 2019, le Togo a enregistré 946 376 arrivées de touristes. A cause de la pandémie du coronavirus, ce chiffre est descendu à 481 706 en 2020. En termes de recettes, le Togo a obtenu 19 milliards de francs CFA en 2020 contre 53 milliards en 2019. En lançant le Plan national de développement (PND 2018-2022), le pays entendait faire passer à deux chiffres la

contribution du tourisme au Produit intérieur brut (PIB).

Le Togo nourrit l'ambition de créer une dizaine de milliers d'emplois au cours des prochaines années, avec une consolidation du tourisme intérieur impliquant une démocratisation du secteur pour le mettre à la portée d'un plus grand nombre de personnes. A cet effet, les citoyens et tous ceux qui résident au Togo sont exhortés à saisir les occasions pour voyager et découvrir le Togo dans toute sa dimension naturelle et culturelle.

Recensement des établissements touristiques

Après une première phase organisée au second semestre de 2021 dans la région maritime et celle des Plateaux, le recensement des établissements touristiques lancé par le ministère de la Culture et du Tourisme, a connu sa seconde phase au premier trimestre de 2022 pour les régions Centrale, Kara et Savanes.

Il s'est agi au cours de cette opération de mettre à jour des statistiques nationales et disposer d'une base de données fiable recensant restaurants, auberges, motels, hôtels, maisons d'hôtes, agences de voyage ou encore écoles de formation touristique.

Courtes contre la montre

Nouveaux compteurs TdE, proie facile

Ces derniers temps, le vole des compteurs d'eau TdE dans les domiciles se multiplie dans plusieurs quartiers de Lomé. Pendant que les autorités s'efforcent d'apporter l'eau à chaque togolais, certains, tapis dans l'ombre, ne cessent de saper cette politique et mettre certains compatriotes dans le désarroi. En effet, plusieurs cas de vole de compteurs d'eau TdE ont été signalés à la rédaction de Radio Oreole cette semaine. Chaque fois, une équipe se déplace pour vérifier les faits. Au moins trois de ces actes inciviques ont été recensés. Le tout dernier s'est produit dans la nuit de samedi à dimanche dans le quartier Anomé, juste en face de l'école primaire publique. Le compteur a été arraché et emporté par les voleurs, provoquant un important écoulement d'eau dans les ruelles. Les deux autres actes de vole ont été recensés à Cacavéli. Le constat fait est que ces voles sont facilités par la nouvelle manière dont ces compteurs sont installés. Ils sont fixés dans le mur des clôtures des maisons, accessible par dehors. Pour éviter ces cas de voles, plusieurs abonnés prennent le soin de protéger ces compteurs par des grilles faites à base de barres de fer. Les clients de la TdE doivent observer une grande vigilance et les exhorte à protéger leurs compteurs pour ne pas être victime de la perversité de ces personnes sans foi ni loi. La TdE est aussi interpellé pour trouver une parade à cette situation. Et puis très souvent lorsque ces voleurs emportent ces nouveaux compteurs, la TdE met beaucoup de temps pour venir rétablir l'eau et c'est aux frais du propriétaire de la maison. La TdE justifie la confection de ces nouveaux compteurs qui sont installés à l'extérieur des maisons par le fait que les releveurs ont des difficultés à accéder à certaines maisons surtout lorsque les occupants sont absents et que le portail est fermé.

Demandez votre passeport uniquement en ligne !

La demande de passeports togolais se fait désormais en ligne. Avec la digitalisation des services de l'administration togolaise, les populations pourront désormais effectuer la demande de leurs pièces via le site mis en ligne par le gouvernement. Il y a quelques jours, le ministère de l'économie numérique a annoncé une mise à jour significative du portail national des services publics digitalisés de l'administration « <https://service-public.gouv.tg> ». Ce portail permet en effet de regrouper en une seule et même interface, l'ensemble des services publics digitalisés de l'administration afin de permettre aux citoyens et aux entreprises d'y accéder à partir d'un compte citoyen ou entreprise unique. Le nouveau portail « service-public.gouv.tg » outre l'information sur l'ensemble des démarches administratives, intègre quatre (4) démarches entièrement digitalisées à savoir les demandes en ligne de passeport ordinaire et de service, de carte de séjour, de raccordement à l'électricité basse tension, et de permis de construire. C'est suite à cette annonce que la Direction Générale de la Documentation nationale a annoncé que toute demande de passeport ordinaire et de service se fera désormais via la plateforme mis en ligne notamment <https://service-public.gouv.tg>. Pour le moment, aucun dépôt physique ne sera accepté au service des passeports. L'interface propose la création d'un compte personnel via lequel on peut faire sa demande

Interdiction de retrait conditionné des livrets scolaires...

Le paiement de frais, par les élèves ou leurs parents, pour l'obtention des livrets scolaires, bulletins et relevés de notes est interdit dans les établissements scolaires, publics comme privés. Le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat l'a rappelé lundi dans une note de service adressée aux chefs d'établissements. En effet, informe Dodzi Kokoroko, " il m'est donné de constater que des chefs d'établissements scolaires, tant du public que du privé, conditionnent le retrait " de ces documents au paiement de " frais de signature, de traitement ou d'acheminement ". Ces actions sont contraires aux dispositions prises par le gouvernement pour assurer la gratuité des frais d'examen. Il invite les personnels de direction d'établissement scolaires à mettre fin à cette pratique et ceux qui retiennent toujours ces documents à les remettre, " à titre gratuit, aux élèves concernés ". Pour rappel, les frais d'inscription aux différents examens ont été supprimés par le gouvernement depuis le début de l'année académique 2020-2021. La mesure a coûté à l'Etat 1,9 milliard FCFA en 2021.

LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC
Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL
Bertine ADJAHO | +228 90 36 97 10

INFOGRAPHIE
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE
Rad Graphic Sarl U
2 000 exemplaires



LE TOGO AU COMMONWEALTH

Les raisons et ce que les Togolais attendent de cette adhésion

Le Gabon et le Togo ont rejoint samedi le Commonwealth, devenant ainsi les dernières nations sans liens historiques avec le Royaume-Uni à entrer dans le club anglophone dirigé par la reine Elizabeth II.

Le Commonwealth, qui est composé de 54 pays dont la plupart sont d'anciennes colonies britanniques, a accepté la demande d'adhésion du Togo et du Gabon au dernier jour de son sommet au Rwanda.

« Nous avons admis le Gabon et le Togo comme nouveaux membres, et nous leur souhaitons tous la bienvenue dans la famille du Commonwealth », a déclaré le président rwandais Paul Kagame lors de la conférence de presse de clôture.

Le Gabon et le Togo, pays francophones d'Afrique de l'Ouest, sont les premiers nouveaux membres à rejoindre le Commonwealth depuis le Rwanda en 2009.

Les raisons

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a déclaré que l'adhésion au Commonwealth et ses 2,5 milliards de consommateurs offrait de nouvelles opportunités économiques et éducatives et suscitait un « engouement » pour l'anglais parmi ses compatriotes.

« L'adhésion du Togo est motivée par le désir d'étendre son réseau diplomatique, politique et économique (...) et de se rapprocher du monde anglophone », a-t-il déclaré à l'AFP.

Elle permet également à la petite nation en développement de 8,5 millions d'habitants de redéfinir les relations bilatérales avec le Royaume-Uni en dehors de l'UE après le Brexit, a-t-il ajouté.

Les deux pays francophones ont également demandé leur adhésion au Commonwealth ces dernières années pour s'éloigner de la France, ont estimé des analystes.

Pour le politologue togolais Mohamed Madi Djabakate, cette décision sera bien accueillie car l'influence française au Togo est souvent critiquée.

« L'adhésion n'a pas été discutée avec le peuple togolais. C'est une décision unilatérale du gouvernement », qui n'est toutefois pas impopulaire auprès des Togolais qui « progressivement voient en la politique étrangère de la France les raisons de la stagnation du pays », estime-t-il.

« Le Togo rejoint le Commonwealth qui, pour beaucoup, est mieux que le partage de la langue et de la culture française qui à la fin de la journée ne fait pas la promotion du développement », selon l'analyste.

– « Nouveau chapitre » –

L'adhésion du Rwanda au Commonwealth est intervenue à un moment de grande tension entre Kigali et Paris. Kigali a noué des liens étroits avec Londres dans les années qui ont suivi son admission, qui se sont notamment illustrés

cette année avec la conclusion d'un accord controversé sur les migrants. De son côté, le président gabonais Ali Bongo a déclaré que son pays écrivait « l'histoire » en rejoignant le Commonwealth.

« Soixante-deux ans après son indépendance, notre pays s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre de son histoire », a déclaré M. Bongo dans un communiqué sur Twitter.

« De nombreuses opportunités s'offrent à nous sur le plan économique, diplomatique et culturel ».

L'admission du Togo et du Gabon au sein du Commonwealth intervient dans un contexte de débats persistants sur sa pertinence et ses objectifs.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré que l'intérêt des nouveaux membres prouve que l'organisation se porte bien.

Né de l'Empire britannique, le Commonwealth représente un tiers de l'humanité et s'étend sur des nations d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques.

Le Mozambique, une ancienne colonie portugaise, est devenu le premier membre du Commonwealth sans liens historiques avec le Royaume-Uni lors de son adhésion en 1995

Les premiers mots de Faure Gnassingbé

Le président Faure Gnassingbé a adressé des mots après cet événement historique pour le Togo.

« Je remercie les États membres du Commonwealth pour l'acceptation de notre candidature en ce jour », a indiqué le numéro 1 togolais. Pour lui, « l'adhésion du Togo à cette grande famille est une évolution que nous avons souhaitée dans une perspective de renforcement de la coopération entre États et du brassage des peuples ».

Aussi Faure Gnassingbé adresse ses vives félicitations au Président Paul Kagame qui assure la Présidence du Commonwealth des Nations, à l'issue du sommet de Kigali, qui reste historique en particulier pour le Togo et le Gabon.

La représentation nationale s'en félicite

« Je voudrais, au nom de la représentation nationale et en mon nom propre, adresser mes vives et chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, pour l'entrée officielle de notre pays dans le concert des nations du #Commonwealth ce 25 juin 2022, à l'issue du sommet de Kigali », a écrit Yawa Djigbodi Tsègan, Présidente de l'Assemblée nationale togolaise sur

sa page Facebook.

Pour la représentation nationale, l'entrée du Togo dans le Commonwealth, est « un événement historique pour le Togo, une satisfaction pour la représentation nationale ».

« Cet événement historique traduit une fois de plus la vision audacieuse et pragmatique du Président de la République de permettre à notre pays de poursuivre sa marche vers le développement durable et la prospérité partagée à travers la diversification de sa coopération avec d'autres États dans plusieurs domaines notamment diplomatique, économique, éducatif, culturel », a-t-elle ajouté.

« C'est une satisfaction pour la représentation nationale qui a marqué, le 22 avril 2022, son soutien total et unanime à l'adhésion du Togo au Commonwealth à travers une résolution », a indiqué Mme TSEGAN.

Le Togo, ancienne colonie allemande puis française, a été une colonie sous condominium britannique.

Qu'attendre de cette adhésion ?

Selon Robert Dussey, l'adhésion du Togo au Commonwealth est motivée par la volonté d'agrandir son



réseau diplomatique, politique, et économique en intégrant la grande famille des 54 États pour renforcer et multiplier ses partenariats stratégiques, ainsi que le souhait de se rapprocher du monde anglophone.

– Sur le plan stratégique, dans le contexte du Brexit, le Togo pourra reconfigurer ses relations avec la Couronne britannique en dehors de l'union européenne et entrer dans sa sphère d'influence et de coopération

– Sur le plan économique, le Togo bénéficiera d'un vaste marché de plus de 2 milliards de consommateurs pour les exportations de ses produits

– Sur le plan socio-culturel, l'adhésion du Togo sera l'occasion d'un brassage culturel nouveau pour les

Togolais.

Aussi, aurait-il un éventail de possibilités nouvelles de voyage, de travail et de formations professionnelles.

– Au plan linguistique, les togolais bénéficieront d'un engouement pour la langue anglaise leur ouvrant les portes d'emplois au sein des organisations internationales

Sur le plan financier, le Togo pourra bénéficier de certains appuis financiers et techniques pour la réalisation de ses projets de développement.

Plusieurs avantages à tirer de cette adhésion. Une diversité linguistique, culturelle, politique et économique.

T.B.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Grave accident de circulation à Wahala

Les routes ont encore fait des victimes. Du sang a encore coulé sur nos routes togolaises le dimanche dernier autour de 14 heures. Il s'agit de deux individus dont l'identité n'est pas dévoilée qui sont écrasés par une voiture. Cette fois-ci, c'est Wahala, dans la préfecture de Haho, qui devra porter le deuil pour plusieurs jours.

En effet, un bus transportant de marchandises des femmes commerçantes a fini sa course dans le pont de Bako, à quelque sept (07) km de Wahala.

Selon des sources concordantes, le bus en provenance du sud, notamment Lomé/Tsévié, serait en route pour le marché de Gléi. Il ne parviendra pas à sa destination. Pour cause de cet accident mortel. L'on ne connaît pas encore les causes de cet accident... selon des indiscretions, il serait question d'une mauvaise manœuvre qui a projeté le bus hors de la voie après l'éclatement d'un pneu.

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, le bilan semble être lourd. On y voit des corps, sans vie, qui ont été remontés par les riverains venus au secours, jonchés les bordures de la nationale numéro 1, d'autres sont à repêchés dans le ravin. Aux dernières nouvelles, on annonce un bilan très lourd : environ 10 passagers ont perdu la vie. Sans compter les blessés graves.

Après celui de Gléi, un autre a été enregistré à Lomé sur la Nationale N°1 non loin de l'Université de Lomé, entre les deux rétentions d'eau ce même mardi. D'après les témoins rencontrés, la scène se passait aux environs de midi.

Il s'agit d'un bus de la Société des

Transports de Lomé (Sotral) qui a percuté un conducteur de moto par derrière. Ce dernier dans sa chute avec la moto, s'est retrouvé sur la trajectoire d'un autre véhicule qui effectuait un dépassement. Le véhicule n'ayant pas pu l'éviter a dû rouler sur lui, causant sa mort

Un autre accident mortel s'était produit il y avait à peine deux jours, le dimanche dernier. Si les causes de l'accident restent à élucider, beaucoup avancent la thèse de la vitesse au volant sans épargner le téléphone aussi. L'accident a eu lieu dans le secteur de Davié près d'un bar. Les deux individus à bord de la moto sont décédés sur le coup. Des accidents mortels en moins de trois jours ? C'est vraiment inquiétant.

De ces accidents, on en rencontre chaque jour que Dieu fait. Imprudence, non respect du code de la route, téléphone au volant ou encore conduite en état d'ébriété, ce sont là les causes de ces accidents de la route qui font des victimes. Malgré les sensibilisation et les appels à la prudence sur nos routes, il y en a encore qui font la sourde oreille. Le bilan du dernier semestre présenté les deux ministres, Atcha Dedji des transports et Yark Damehame de la sécurité n'est pas loin de dissuader certains conducteurs qui se foutent pas mal des précautions) prendre.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Gal de Brigade Damehame Yark et son collègue des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires, Affoh Atcha-Dédji, avaient eu à présenter le 13 janvier 2022, à Lomé, le bilan de la situation sécuritaire du deuxième semestre de l'année 2021. Au vu des chiffres présentés, la situation des six derniers mois a connu une baisse que celle du premier semestre mais interpelle à une prise de conscience individuelle et collective.

S'agissant de la situation de la sécurité routière, les services de police et de gendarmerie signalent 3577 accidents qui se sont soldés par 4655 blessés, 334 morts avec des pics en juillet et décembre. Les motos sont responsables de 68,15 % de ces accidents dont les principales causes sont l'excès de vitesse, la conduite en état d'ébriété ou sous l'influence de substance psychotropes, le non respect ou l'absence de dispositions de sécurité (casques, ceinture de sécurité, siège-auto pour enfants...), la distraction au volant en raison de l'usage du téléphone portable et le non respect du code de la route.

Eu égard à tout cela, les ministres Yark et Atcha-Dédji ont souligné que cette situation sécuritaire est sombre et doit susciter en chacun un éveil de conscience. Ils ont remercié et félicité les forces de défense et de sécurité pour leur détermination et leur professionnalisme au profit de la sécurité dans le pays.

T.B.

SOCIÉTÉ:

Quand vices, préjugés harcèlements sexuels s'invitent au bar

Avoir un travail décent qui est rémunéré tous les mois, est chose difficile de nos jours. Ainsi, pour pouvoir survivre, les jeunes chômeurs spécialement les femmes ou jeunes filles sont obligées de devenir serveuses de bars. Bien que ce métier soit un gagne pain pour ces dernières, il contient des risques pour les filles qui s'en sortent avec des séquelles. Salaires miséreux et à compte goutte, harcèlement verbal et sexuel, voilà ce à quoi ressemble le travail de serveuses de bar.

En quête d'un mieux-être, elles sont souvent recrutées par les propriétaires de bars par le biais d'un simple entretien verbal, sans aucun contrat écrit. Dans ces conditions, elles ne sont protégées par aucune loi dans l'exercice de leur travail. Les heures de travail journalières dépassent largement les 8 heures par jour réglementaire mais avec des salaires minables qui tombent à dents de scie. « Dans ce métier, tu sais quand est-ce que tu vas au boulot mais l'heure à laquelle tu rentres chez toi, tu ne sais pas. Ici déjà à huit (8) heures, tu dois être au bar, le temps de faire le ménage et disposer les chaises avant neuf (9) heures, heure d'ouverture du bar. Et c'est parti pour x heure. Tant que le dernier client n'est pas parti toi aussi, tu ne bouges pas. Dès fois nous ne rentrons pas, surtout les périodes de fête », confie Sarah, serveuse dans un bar à Agoè-Assiyéyé, une banlieue de Lomé.

Ce travail, bien que contraignant et épuisant, rémunère très peu. « Avec tout ceci, je n'ai qu'un salaire de 25 mille francs CFA, environ 38 euros par mois que le patron à de la peine à payer. Je ne vis que des pourboires que certains clients me laissent de temps en temps », affirme Sarah.

En plus d'être sans protection légale, ces jeunes filles et dames sont obligées de faire face à la perversité

de certains hommes. En effet, se basant sur l'adage selon lequel « le client est roi », ces clients vicieux qui se croient tout permis, ne cachent guère leurs intentions de faire de ces dernières des objets de leur soif sexuel. Le corps de ces serveuses devient une zone à explorer par les doigts et les yeux de ces clients. « Des clients nous draguent au vu et au su de tout le monde. Ils nous lancent des mots ou expressions très vulgaires », avoue Akoua, une autre serveuse. Ce n'est pas sur l'employeur qu'elles peuvent compter dans ces situations ou bien pire: « certains vont plus loin jusqu'à toucher nos fesses, la taille, les seins pendant qu'on sert et on ne peut pas refuser sinon ils ne reviendront plus. Parfois les patron(e)s eux-mêmes activent ce genre de comportement étant donné qu'ils nous demandent de ne pas faire fuir les clients en les repoussant mais de savoir jouer », renchérit Lina serveuse aussi à Lomé.

Outre ces attouchements, elles sont harcelées parce qu'il y a des clients qui tiennent à aller au bout de leurs désirs et donc persécutent les serveuses qui finissent par succomber ou dès fois sont violentées sexuellement par ces hommes vicieux.

Le cadre de travail étant dans ces conditions, les préjugés à l'égard de ces serveuses n'en manquent pas. De fait, pour la grande partie



de la population, être serveuse est égale à être une vendeuse de sexe comme le pense d'ailleurs Charles, fonctionnaire d'État: « moi je ne sortirai jamais avec une serveuse de bar jusqu'à l'épouser. Elles sont toutes de travailleuses de sexe ». Allant dans le même sens, Mathias trouve qu'elles ont un train de vie au-dessus de leurs salaires. « Si elles ne se vendent pas

sexuellement comment arrivent-elles à avoir ce train de vie avec des habits, sacs et chaussures et surtout portables de derniers cris. Alors que nous savons tous qu'elles ne sont pas payées plus de 30 mille francs CFA. » Ces préjugés peuvent trouver leur fondement dans l'habillement et le comportement de certaines serveuses qui assument et donnent

raison aux dires. « J'ai quitté mon village pour venir chercher l'argent et venir en aide à ma famille. S'il y a des hommes prêts à dépenser des sous pour mon corps je ne vois pas de problème. C'est mon sexe, je suis libre d'en faire ce que je veux », nous a déclaré une serveuse qui a souhaité garder l'anonymat.

Même si ces comportements seraient avérés, il faut préciser que ce ne sont que des cas exceptionnels car il y a parmi ces serveuses certaines qui sont irréprochables. C'est un métier qui mérite une considération dans la société et le gouvernement pourrait réglementer ce secteur en assurant d'ailleurs une protection sociale à ces serveuses.

Source : Afrikelles.com

ENVIRONNEMENT

Le phénomène de la dégradation touche 4,14% des terres chaque année

La dégradation des sols affecte un cinquième de la superficie des terres de la planète et la vie d'un milliard de personnes. Des données qui parlent d'eux même.

Entre 2000 et 2015, 20% de la superficie totale des terres de la planète ont subi des dégradations, conduisant à une perte significative de services essentiels au bien-être de l'humanité.

Cette estimation est relativement prudente au vu des sous-indicateurs latents, qui représentent trois variables seulement : les changements dans la couverture terrestre, la productivité des terres et le carbone organique des sols. Dans toutes les régions, excepté en Europe et Amérique du Nord et en Afrique du Nord et Asie de l'Ouest, 22,4% à 35,5% des terres sont dégradées, impactant directement la vie de plus d'un milliard de personnes.

Selon les chiffres avancés par le ministère de l'Environnement, au Togo chaque année 4,14% des terres au plan national succombent au phénomène de la dégradation.

Résultat 48% des terres sont dégradées, et les 52% sont en voie de dégradation. Mais, quand on parle de dégradation des terres au Togo, on pense plutôt aux régions des savanes au Nord.

Toutefois, des chercheurs ont mené des enquêtes dans le Canton d'Elavagnon et le Canton de Nyamassila, dans la Préfecture de l'Est -Mono, qui relève de la Région des Plateaux. Et là, ils ont découvert des signes avant-coureurs qui inquiètent

Les zones forestières continuent de s'amenuiser, mais à un rythme plus lent. Entre 2000 et 2015, les zones forestières, en pourcentage de la surface totale des terres, ont été réduites de 31,1% à 30,7%. Cela représente une perte de plus de 58 millions d'hectares de forêts, une étendue à

peu près égale à celle du Kenya. La majorité de cette perte s'est produite dans les régions tropicales, les pertes les plus importantes se situant en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

Les tendances mondiales dans la couverture des terres indiquent une perte nette des habitats naturels et semi-naturels, due principalement à des activités d'origine humaine, dont la désertification, la déforestation, la mauvaise gestion des terres, l'expansion des pâturages et l'urbanisation. D'importantes diminutions ont été également observées dans la productivité des catégories de couverture terrestre qui sont restées inchangées, les prairies ayant subi les pertes les plus importantes.

La protection des zones essentielles pour la biodiversité doit s'intensifier afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2030. La protection des zones qui sont essentielles pour la biodiversité dans les milieux terrestres, d'eau douce et montagneux est vitale pour garantir l'utilisation durable des ressources naturelles à long terme. Alors que des progrès ont été réalisés depuis 2000 dans la protection de ces zones essentielles, le rythme de progression a diminué de manière significative depuis 2010. La proportion moyenne dans le monde des milieux d'eau douce, terrestres et montagneux essentiels pour la biodiversité couverts par des aires protégées a augmenté de plus de 10% entre 2000 et 2010.

Cependant, de 2010 à 2018, la couverture a augmenté de seulement 2 à 3 points de pourcentage. Au rythme actuel, d'ici à 2030, moins de 50% de chaque zone essentielle pour la bio-

diversité seront couverts par des aires protégées au niveau mondial.

Les écosystèmes montagneux fournissent des services environnementaux essentiels, mais leur santé varie grandement entre les régions. Des écosystèmes montagneux sains sont essentiels pour la fourniture de services éco systémiques aux communautés locales et celles vivant loin des montagnes fournissent 60% à 80% de l'eau douce utilisée pour la consommation domestique, agricole et industrielle, la production de l'énergie verte et la préservation de la biodiversité. Il existe une corrélation entre la couverture verte des zones montagneuses (par des forêts, des prairies, de la végétation arbustive et des pâturages) et l'état de santé des montagnes et, par conséquent, leur capacité à remplir leur rôle écosystémique.

Une base de référence mondiale de la couverture verte des zones montagneuses, basée sur les données de 2017, a été établie. Cette année-là, 76% des zones montagneuses mondiales étaient couvertes de végétation.

Globalement, la superficie des terres dégradées en Afrique de l'Ouest progresserait de 13% en 30 ans, soit une superficie égale à celle du Sénégal. Parmi elles, les superficies cultivables gravement dégradées progresseraient de 16%, soit une superficie supérieure à celle du Togo.

La conversion des terres forestières en surfaces agricoles, pour la culture ou l'élevage, est considérée comme la cause principale de cette déperdition. La perte de zones forestières dans quelques régions tropicales est en partie équilibrée par une augmentation des terres boisées dans de nombreuses parties d'Asie, ainsi qu'en Europe et Amérique du Nord.

CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE :

Le Togo doit plus miser sur l'agriculture, les chaînes de valeur et les possibilités économiques des villes

Selon un mémorandum économique publié par la Banque mondiale, le Togo n'a pas encore tiré pleinement profit de tout son potentiel pour parvenir à une croissance durable et inclusive. Dans le document intitulé, « à la recherche d'une croissance durable et inclusive », il est stipulé que le pays doit miser sur l'agriculture, les chaînes de valeur et les possibilités économiques des villes.

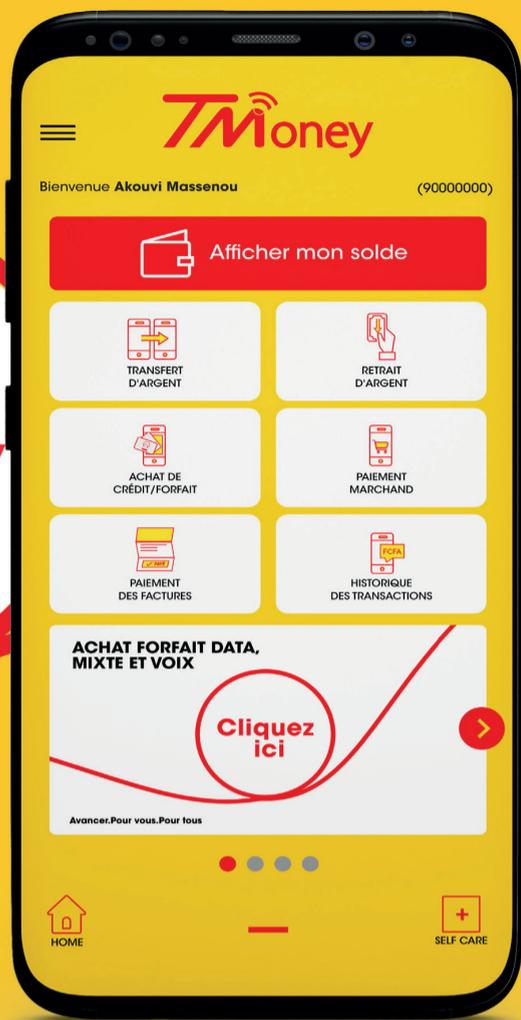
Le rapport souligne la faible productivité agricole, le potentiel économique inexploité des villes et les faibles niveaux de compétitivité commerciale et de participation aux chaînes de valeur mondiales comme principaux facteurs contributifs. « Comme les efforts dans le secteur agricole ces dernières années ont produit des résultats en deçà des attentes du gouvernement et des marchés, le Togo devra adopter de nouvelles approches pour assurer des rendements agricoles plus solides et accélérer son processus de transformation structurelle », souligne Urbain Thierry Yogo, éco-

nomiste à la Banque mondiale et auteur principal du rapport.

« Il faut renforcer l'investissement dans la recherche, l'usage des nouvelles technologies pour la maîtrise de l'eau, la gestion des ressources agricoles clés, et la promotion de l'agro business » préconise Thierry Yogo. « Le développement d'industries locales contribuera à la transformation des matières premières et à la promotion des chaînes de valeur. Ce qui permettra la création d'emplois de qualité pour une croissance économique forte et partagée », souligne Hawa Cissé Wagué, représentante résidente de la Banque mondiale au Togo.

Tous mes services au bout du doigt ?

Clic, Appli TMoney !



Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Souscris à ton Forfait Net et tente de gagner **1.000.000F** et plein d'autres cadeaux!



***909*2#**



NET GAGNANT

4G+

Souscris à un forfait net d'au moins 350F pour être éligible au tirage
Jeu valable jusqu'au 15 juillet 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg

